

Communiqué – Participation du Président du gouvernement au 4^{ème} Sommet France-Océanie

Ce 26 novembre 2015, le Président du gouvernement a conduit la délégation de la Nouvelle-Calédonie qui participait au 4^{ème} Sommet France Océanie. Le député de la Nouvelle-Calédonie, M. Philippe Gomes, le Président du congrès, M. Thierry Santa, le Président de la province Sud, M. Philippe Michel, le président la Province des Îles Loyauté, M. Neko Hnepeune et le 1^{er} Vice-Président de la Province Nord, M. Victor Tutugoro prenaient également part à la délégation de la Nouvelle-Calédonie.

Ce sommet était présidé par le Président de la République, M. François Hollande. Le Premier Ministre, M. Manuel Valls ainsi que le Ministre des affaires étrangères, M. Laurent Fabius, la Ministre de l'écologie et du développement durable, Mme Ségolène Royal, la Ministre des outre-mer, Mme Georges Pau-Langevin et la Secrétaire d'Etat au développement et à la Francophonie, Mme Annick Girardin ont également participé à ce Sommet qui est parvenu à mobiliser un très haut niveau de représentation de Pays et territoires du Pacifique.

Ce sommet présentait l'originalité dans son organisation de s'ouvrir par la tenue de trois séquences sous-régionales successives. Ces tables rondes restreintes, ont permis de façon plus efficace et franche aux dirigeants des pays de Mélanésie, de Polynésie et de Micronésie, de présenter leurs préoccupations et d'envisager avec la France une collaboration plus pertinente.

A l'issue de ces rencontres restreintes, le Président de la République a présidé une séance plénière consacrée aux enjeux environnementaux et particulièrement à la mobilisation mondiale attendue la semaine prochaine à Paris dans le cadre de la COP 21.

Lors des séquences sous-régionales et de la première séance plénière, le Président du gouvernement est revenu notamment sur la volonté de la Nouvelle-Calédonie de prendre une place plus importante au sein des institutions régionales. Il a notamment appelé les dirigeants Océanien veiller à ce que leurs engagements pris lors du dernier Forum de Port Moresby en septembre 2015 puissent être respectés et que la révision des critères d'adhésion au FIP soit engagée dans les meilleurs délais. Le Ministre des affaires étrangères Papouasien, actuel président du FIP, a réitéré son soutien à ce processus qu'il souhaite voir avancer rapidement sous la présidence de la Papouasie.

Le Président du gouvernement est aussi revenu sur l'absolue nécessité que les territoires non-souverains du Pacifique puissent être réellement éligibles au « fonds vert sur le climat ». Les participants au sommet ont pris l'engagement d'y veiller.

Par ailleurs, répondant aux deux courriers adressés au Président de la République par le Président du gouvernement en amont du Sommet, le Chef de l'État a souhaité dans son discours que le Fonds Pacifique demeure l'outil de référence de l'action de la France en faveur de l'intégration régionale des collectivités françaises du Pacifique.

Enfin, répondant là aussi à la mobilisation de la délégation de la Nouvelle-Calédonie avant et pendant le sommet, les dirigeants ont acté la tenue de réunions périodiques de suivi de la relation entre la France, l'Océanie et les territoires français d'Océanie. Ils sont aussi convenus que le 5^{ème} Sommet se tiendrait bien en 2018 en Polynésie française.

En marge du Sommet, le Président du gouvernement s'est entretenu avec plusieurs chefs d'État et de gouvernement d'Océanie et a participé à deux réunions sur ces thèmes avec le Ministère des Outre-mer et le Ministères des affaires étrangères et du développement international.